Extrait du CGT ARLES

https://www.cgtarles.fr/spip.php?article1177

Défendons le sport pour toutes et tous...

- Luttes - Services Publics -

Date de mise en ligne : lundi 24 septembre 2018

Copyright © CGT ARLES - Tous droits réservés

Une déclaration de la CGT

La CGT et la FERC (Fédération Éducation, Recherche, Culture) CGT syndiquent et défendent les salarié.es du secteur sportif, enseignant.es, salarié.es des associations, agent.es du ministère.

Depuis plusieurs mois, le gouvernement a lancé des réformes qui visent tous ces salarié.es mais qui mettent également à mal une conception du sport accessible à toutes et tous sur tout le territoire et vecteur d'émancipation. Il semble déterminé à casser le modèle français du sport qui fait travailler ensemble les professionnels du sport, les éducateur.trices, les fonctionnaires de l'État, sous l'impulsion d'un ministère qui porte un projet politique et régule les financements. En réduisant tous les budgets, en supprimant les emplois aidés, le gouvernement ouvre grand la porte aux financements privés, à la mise en concurrence des structures - voire à la fermeture des plus petites et des plus fragiles - et à l'élévation des tarifs pour les usagers. Et par là, il met à mal la vocation du sport comme acteur de l'éducation populaire.

Nous nous sommes élevés il y a quelques mois contre la création d'une agence nationale du sport dont nous craignions qu'elle se substitue au ministère, privant le sport d'une gouvernance publique et poussant à la marchandisation généralisée du secteur.

L'annonce brutale de la suppression de près de la moitié des postes au ministère des sports prouve que nos craintes étaient fondées !

Les agent.es du ministère des sports réunis hier après-midi ont exprimé, en grand nombre et dans une ambiance d'expression démocratique et intersyndicale, leur ras-le bol face au mépris de leur hiérarchie et du gouvernement qui décident de leur avenir sans les tenir informés. Les agent.es de l'administration centrale comme les DTN (directeur.trices techniques nationaux) présents ainsi que les représentant.es des salariés du CNDS (centre national pour le développement du sport) ont tous dénoncé l'absence d'information officielle. C'est par le canal de la presse que les personnels ont appris au printemps la création de l'Agence nationale du sport qui impacte de fait les services et l'organisation du sport en France. C'est par la presse qu'ils ont eu connaissance de la suppression drastique de 1600 postes (ETP). Même si la nouvelle ministre des sports a apporté un démenti, trop c'est trop ! Les agent.es ont décidé de ne plus se laisser faire ! Ils se mobilisent pour défendre leurs postes et les missions du service public du sport. Une pétition « ressources humaines » à l'adresse de la ministre lui demandant de communiquer régulièrement sur les missions et la gestion des effectifs a été lancée. Le président de la République sera, lui, interpelé sur la question cruciale du devenir du service public du sport.

La CGT, le SNPJS CGT (syndicat des agent.es du ministère) et la FERC CGT apportent tout leur soutien à l'action unitaire engagée. Il est urgent et encore possible de sauvegarder une organisation du sport dans laquelle les agent.es de l'État ont toute leur place malgré les annonces politiques. Ces agent.es doivent pouvoir poursuivre leurs missions publiques sur l'accès au sport pour tous, via des actions de formation et le développement des clubs, car ils sont la garantie d'un fonctionnement démocratique, véritable rempart contre la marchandisation du sport.

Montreuil, le 12 septembre 2018

Copyright © CGT ARLES